

## Sport : Trois footballeurs de l'équipe nationale demandent l'asile en France P 4



## Éditorial



La démocratie, une affaire d'institutions... P 2 fortes

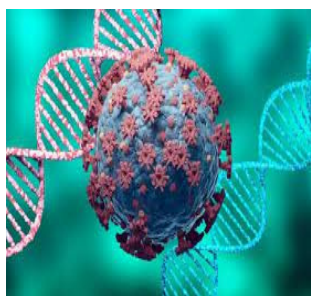
## Actualités Nationales



Les ministres sommés de voyager moins pour cause de difficultés financières P 6

## Actualités Régionales

## Actualités Internationales



Santé : Un variant potentiel du Covid-19 en Afrique du Sud

P 11



Guinée Conakry : Coup d'État militaire contre le président Alpha Condé

P 9



La voirie ne vide pas les poubelles mises en place par la mairie de la capitale P 7



Mise à la retraite d'office de plusieurs officiers militaires de l'armée P 8

## La démocratie, une affaire d'institutions... fortes



Nous l'avons rappelé, la démocratie est un phénomène universel, repérable en Afrique comme ailleurs. Mais afin qu'elle soit effective en termes de gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, elle a besoin de s'incarner dans des institutions. Pas des institutions hiérarchisées et soumises à l'autorité d'un seul individu mais des institutions indépendantes les unes des autres. Cela permet notamment de réduire au maximum le risque d'un accaparement du pouvoir d'État par une seule personne ou un groupe. D'où l'architecture organisationnelle en trois pouvoirs (législatif, judiciaire et exécutif) et la séparation de ces trois pouvoirs. D'où également les

libertés fondamentales et autres droits humains garantis aux gouvernés.

De cette manière, le pouvoir arrête le pouvoir en démocratie, pour reprendre une formule de Montesquieu, et les gouvernés veillent à la bonne marche du système par l'exercice de leurs libertés et droits : liberté d'expression, liberté de réunion, liberté d'association, droit d'élire ses dirigeants (agir en électeur) et celui de se faire élire (agir en éligible), etc. L'exercice de la liberté d'expression au moyen de la presse (liberté de la presse) a inspiré en 1787 à Edmund Burke, homme politique et penseur britannique, l'expression "quatrième pouvoir". Il pensait que la presse était, par son influence, devenue un "quatrième pouvoir" en démocratie. Un pouvoir, vous l'avez compris, redouté par les puissants qui ne pouvaient plus mal agir sans être dénoncés par les journaux. Mais un pouvoir dont certains pouvaient et peuvent abuser. Abus ? C'est la mission du pouvoir judiciaire, donc des tribunaux, de punir les abus de pouvoir, que ces derniers soient commis par

des autorités publiques ou par des personnes privées. Sans que la punition ne soit laissée à la discrétion des juges : elle est prévue par la loi. Loi ? Elle émane du pouvoir législatif, qu'elle soit votée sur proposition parlementaire (une proposition de loi est présentée par un ou plusieurs parlementaires) ou sur projet de loi (un projet de loi est présenté par le gouvernement). On voit à l'œuvre ici le principe de la séparation des pouvoirs et le principe du pouvoir qui arrête le pouvoir (ou pouvoir et contre-pouvoir).

Bien entendu, si ces institutions démocratiques ne sont pas fortes, si elles ne se fonctionnent pas comme il se doit, la démocratie est dévoyée et devient une démocratie de façade. Dit autrement, sans institutions à l'action effective, la démocratie demeure juste un mot.

Autant dire que, à système démocratique comparable, la pratique fait la différence entre les pays. Si le pouvoir d'État est exercé au plus des règles démocratiques, la démocratie est digne de ce nom. Dans le cas contraire, elle se révèle coquille vide et n'est pas digne du nom.

A Djibouti, la démocratie est-elle effective ou de façade ? Il suffit de considérer la pratique du pouvoir d'État dans le pays. C'est une pratique solitaire, par un seul homme qui privilégie ses intérêts personnels au détriment de l'intérêt général. C'est une démocratie qui n'est pas digne de ce nom ou, plus clairement, une dictature de fait.

MDJ



## Sport : Trois footballeurs de l'équipe nationale demandent l'asile en France



A Djibouti, rien ne va. Il n'est pas un secteur d'action gouvernementale qui force l'estime à l'égard des gouvernants. La mal-gouvernance est partout. Les atteintes aux droits des gens, les abus de toutes sortes règnent partout. Djibouti est aisément éligible au concours de la palme mondiale du plus mauvais gouvernement.

A cette situation hallucinante, le sport n'échappe donc pas. Qu'il soit individuel ou collectif. Il fait triste figure. L'état du sport collectif tel que le football est révélateur de ce triste tableau. Football ? Comme

partout dans le monde, surtout dans les pays à population jeune, le mot est magique à Djibouti. Il résonne avec tout un chacun, ou presque. Mais la gouvernance ne suit pas et le niveau des compétitions locales et de l'équipe nationale est trop insuffisant.

Résultat, Djibouti collectionne les défaites, souvent à des scores lourds. L'une des dernières déroutes s'est déroulée face à la sélection nationale algérienne dans un match comptant pour les éliminatoires de la Coupe du Monde 2022 prévue au Qatar. Les Requins de la Mer Rouge

comme on les surnomme, ont été vaincus sur le score terrible (sans précédent pour les Algériens) de 8 à 0 le 2 septembre 2021 à Alger. Les Algériens se sont littéralement promenés.

Pourquoi, comment un tel désastre ? Rien ou presque n'est fait pour développer le sport. Décalage entre discours et action dans la gouvernance : salaires de misère par rapport au coût de la vie et à l'effort demandé, équipements insuffisants, mépris des joueurs, assorti de maltraitances pour certains, discriminations au profit de telle ou telle star sur le déclin du football international que l'on recrute à grands frais, etc. etc. C'est dans ce contexte que trois des joueurs de l'équipe nationale se sont soustraits à la vigilance de l'encadrement et demandé l'asile à la France. C'est à l'aéroport parisien d'Orly où

ils étaient en transit qu'ils ont demandé l'asile. Les trois joueurs sont Bilal Ahmed HASSAN, Aboubaker Omar ELMI et Nasrodin Abdi AP-TIDON. Au moment où nous bouclons la présente édition, l'examen de la recevabilité de leur demande est en cours.

Bien sûr, compte tenu des pratiques répressives de la dictature djiboutienne et du fait même qu'ils ont osé demander l'asile pour échapper à des persécutions, ces footballeurs risquent gros s'ils sont renvoyés à Djibouti. Pour le dictateur Ismaïl Omar Guelleh, qu'un Djiboutien demande l'asile pour lui échapper, est comme un crime de lèse-majesté et puni en conséquence.

M.D.J

## Les ministres sommés de voyager moins pour cause de difficultés financières



Bien entendu, la famille restreinte d'Ismail Omar Guelleh (lui-même, sa femme, ses enfants, ses gendres et autres petits-enfants), n'est pas concernée par ces restrictions. Les efforts et autres ceintures à serrer sont pour les autres, n'est-ce pas ?

Selon des informations concordantes recueillies par La Voix de Djibouti, les ministres du dictateur Ismail Omar Guelleh ont été sommés de voyager moins souvent. "Juste en cas d'impérieuse nécessité", nous confie l'une de nos sources. La raison en est d'ordre financier. Il y aurait moins d'argent dans les caisses de l'État et donc moins à dépenser par les dignitaires. Cela confirme les difficultés financières que nous avons évoquées dans nos précédentes éditions.

De ce tour de vis sur les voyages, il résulte que bien des ministres et sous-ministres murmurent leur mécontentement à tête basse.

D.R.J

Rappelons que les dignitaires du régime, ministres et autres proches de Guelleh en tête, raffolent des voyages qui sont pour eux synonymes de perception d'argent de mission et de changement d'air en des lieux confortables. En d'autres termes, leurs voyages ne sont pas toujours justifiés du point du service de l'État et de l'intérêt général.

## La voirie ne vide pas les poubelles mises en place par la mairie de la capitale



Les riverains de ces poubelles sont obligés de les vider eux-mêmes et de déposer les sacs sur les trottoirs, comme les ordures privées. Pourtant, il s'agit de poubelles publiques destinées à améliorer la propreté du centre de la capitale, le reste de la ville étant jugé sans espoir tant la saleté y atteint des sommets.



La question qui se pose est alors de savoir pourquoi la direction de la Voirie de Djibouti adopte cette attitude hostile à l'endroit de la maire. A-t-elle un problème particulier avec la maire ou agit-elle sur consignes venues de haut lieu ? En tout cas, cette affaire n'est pas sans rappeler l'offre de démission de la maire du 1er mars 2020, offre qu'elle a dû ensuite retirer, probablement sous la pression. A l'époque, déjà, nos informations faisaient état d'ingérences et d'abus visant l'action de la jeune maire et qui l'avaient poussé à la démission.

H.A.M

La jeune maire de la capitale djiboutienne, Fatouma Awaleh Osman, n'est pas aidée par le système dictatorial qu'elle a décidé de servir. "Ses initiatives sont soit accueillies sans chaleur, soit sabotées", nous confie une source bien informée. Ainsi, le dispositif de poubelles qu'elle mis en place au centre-ville de la capitale, particulièrement au quartier commercial, est boudé par les employés de la Voirie. Lesquels affirment agir ainsi sur instructions de leur direction.



## Mise à la retraite d'office de plusieurs officiers militaires de l'armée



Par un décret présidentiel n°2021-230 /PR/MD dont la première page circule sur les réseaux sociaux, le dictateur Ismail Omar Guelleh a mis à la retraite, pour compter du 1er janvier 2022, plusieurs officiers de l'armée nationale djiboutienne. Ces officiers ont au nombre de cinq et ont le grade de colonel ou de lieutenant-colonel. Il s'agit de : colonel Idriss Omar Eleyeh, colonel Abdoul-Wasah Mohamed Ben, colonel Youssouf Abdallah Ali, lieutenant-colonel Mohamed Arreh Aptidon et lieutenant-colonel Houssein Moussa Hassan.

Ce sont des cadres parmi les plus anciens des militaires djiboutiens.

Ils sont tous issus des rangs comme le général Zakaria Cheik Ibrahim, chef d'état-major général de l'armée lui-même, qui est un ancien sous-officier de l'armée coloniale.

Cette mise à la retraite collective intervient moins d'un an après une autre décidée le 8 décembre 2020 et qui a pris effet à compter du 1er janvier 2021. Ismail Omar Guelleh a alors mis à la retraite sept officiers parmi lesquels des cadres brillants tels que les colonels Hassan Djama Farah et Ali Aden Houmed. Même si le second a été réintégré depuis lors. Tous deux sont des officiers issus du recrutement direct et bien formés.

Cette nouvelle mise à la retraite collective d'office n'est pas sans soulever des questions. Certaines sources parlent de mesure injustifiée et injuste, d'autres vont plus loin et y voient la suite de ce qu'elles appellent une opération de purge.

Alors de quoi s'agit-il ? A quelles motivations profondes cela obéit-il ?

M.I.O



## Guinée Conakry : Coup d'État militaire contre le président Alpha Condé



En Guinée Conakry, pays de l'Afrique de l'Ouest, a été mené, dimanche 5 août 2021, un coup d'État militaire contre le pouvoir du président Alpha Condé. Ce sont des militaires du corps d'élite appelé Forces spéciales qui ont déposé le président Condé. L'opération a débuté dès le matin par des tirs nourris visant le

palais présidentiel de Sékhoutou-réya. Les putschistes se sont rapidement rendus maîtres de ce haut lieu du pouvoir et placé son occupant, le président Alpha Condé, en état d'arrestation. Ils l'ont filmé, assis sur un canapé du palais, pieds nus et chemise en partie déboutonnée. Il était visiblement sonné. Il refusait de répondre aux questions d'un soldat qui lui demandait comment il se sentait et s'il avait été brutalisé.

Dans la foulée, le chef des putschistes, le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya, patron des forces spéciales du pays, a fait une déclaration dans laquelle il dénonçait "gabegie, corruption et mauvaise gouvernance, etc." Il a annoncé la destitution du président Alpha Condé et la dissolution du parlement. Il a également annoncé la mise en place d'un Comi-

té national du rassemblement et du développement (CNRD). Il n'a pas hésité à se référer à Jerry Rawlings, auteur d'un putsch pour la démocratie au Ghana. "Nous n'allons plus confier la politique à un homme, nous allons la confier au peuple. Il y a eu beaucoup de morts pour rien, beaucoup de blessés, beaucoup de larmes", a-t-il déclaré plus tard. Avant de poursuivre dans un tweet posté lundi : "Lorsque le peuple est écrasé par ses dirigeants avec la complicité des juges, il revient à l'armée de rendre au peuple sa liberté, a dit Jerry Rawlings. Le Groupement des Forces Spéciales n'a fait qu'assurer sa mission républicaine de protéger le peuple de Guinée".

Il faut dire que, en Guinée, le président Condé, l'opposant historique élu à la tête du pays en 2010, avait largement déçu son peuple. Il l'avait déçu par son autoritarisme et sa mauvaise gouvernance. Il n'avait pas hésité à modifier la constitution pour se donner un troisième mandat présidentiel en 2020.

Dans la capitale Conakry comme ailleurs en province, les Guinéens ont donc bien accueilli la chute d'Alpha Condé. Par la voix de son chef de file Cellou Dalein Diallo, interviewé par RFI (Radio France International) mardi 7 septembre

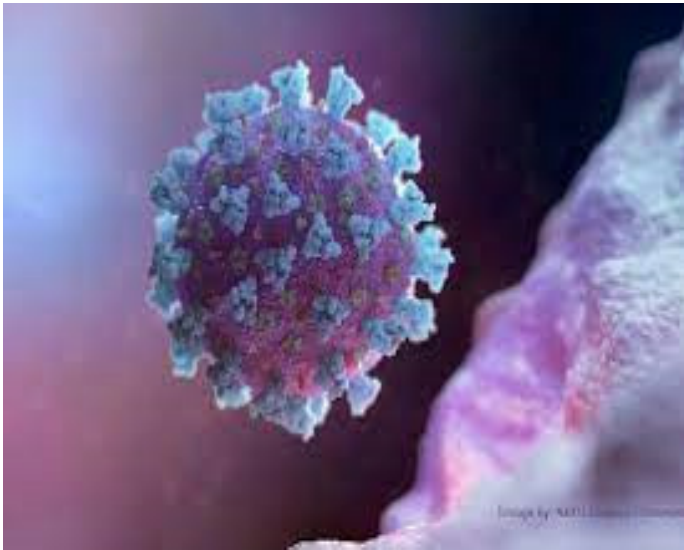
2021, l'opposition a, elle aussi, bien accueilli le coup d'État et formé le souhait de voir le pays engagé sur la voie de la démocratie et d'élections libres et transparentes.

Alors qui est Mamady Doumbouya ? Les Guinéens ont découvert ce militaire de grand gabarit le 2 octobre 2018, à l'occasion du 60ème anniversaire de l'Indépendance, au Stade du 28 Septembre. Il est né le 4 mars 1980 dans la région de Kankan, vers la frontière avec le Mali et la Côte d'Ivoire. Il a été nommé commandant des Forces spéciales en 2018. Il est titulaire d'un Master en défense et dynamiques industrielles obtenu à l'Université panthéon Assas de Paris en France et breveté de l'École de guerre de ce même pays. Il compte plus de quinze ans d'expérience militaire, acquise dans des missions opérationnelles à l'étranger et au pays.

Doumbouya et ses lieutenants tiendront-ils parole ? Le mois même passera devant nous, comme disent certains pasteurs nomades pour signifier que cela se saura.

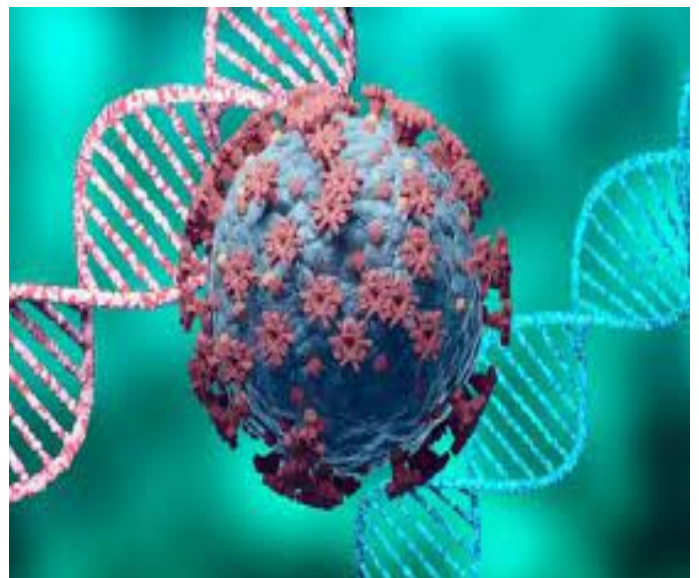
O.M.R

## Santé : Un variant potentiel du Covid-19 en Afrique du Sud



Une nouvelle recherche récemment publiée suggère que l'Afrique du Sud où plus de 13% des adultes sont maintenant vaccinés contre le Covid-19, risque la contamination par un nouveau variant du virus. Le département de la Santé a alerté l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui surveille la situation. Le variant, identifié par des chercheurs de l'Institut national des maladies contagieuses et de la Plateforme Innovation et Séquençage du KwaZulu-Natal, est appelé "Lignée C.1.2". La majorité du C.1.2 séquences détectées dans le monde sont de l'Afrique du Sud. C.1.2 était pour la première fois détecté à Mpumalanga et Gauteng en mai, vers le début de la troisième vague d'infections dans le pays. Un mois plus tard, le variant a été détecté au KwaZulu-Natal et

Limpopo, ainsi qu'en Angleterre et en Chine. A la date du 13 août 2021, le C.1.2 a été détecté au Cap Est, Cap Ouest et Cap Nord, ce qui signifie qu'il circulait dans 9 provinces sud-africaines, tout comme au Botswana, en République démocratique du Congo, en Ile Maurice, en Nouvelle-Zélande, au Portugal et en Suisse. Le directeur général adjoint du département de la Santé, Anban Pillay, a déclaré que la prévalence du nouveau variant dans les échantillons testés "est très basse à ce stade". Cependant, le nombre de génomes C.1.2 qui sont séquencés en Afrique du Sud montrent une hausse mensuelle similaire à celle observée aux premiers jours des variants Beta et Delta. Source: New Frame (COVID: South Africa's Potential New Variant).





**« La vie n'est pas toujours facile. »**

**Maxalexis**

Libre de penser, de rire et d'aimer,  
Profiter des secondes de bonheur,  
De paix, de joie et savoir décider,  
Sans aucune crainte et sans peur :  
Savoir dire non, oser et choisir,  
Construire, entreprendre et bâtir.

Il suffit de si peu de chose,  
Un peu de courage si j'ose.  
La vie n'est pas toujours facile,  
Mais il suffit de redresser la tête,  
D'affronter certaines adversités,  
Avec beaucoup de sincérité.

Suivre son cœur, ses pensées,  
Ses choix et ses propres idées.  
C'est alors et seulement ainsi,  
Que l'on devient acteur de sa vie.

Il faut dans la vie savoir aussi,  
Tendre la main à qui en a besoin,  
Sans espérer un retour... ni rien,  
Juste se dire que c'était bien.

Alors s'installe l'harmonie avec soi-même,  
Et ainsi le monde paraît presque parfait !

[Maxalexis, Penser libre, 2001](#)